
LE POINT DU JOUR,

O U

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.

N^o. CLXIV.

Du Samedi 19 Décembre 1789.

Séance de Jeudi soir.

LES questions qu'on a traitées dans cette séance, ne regardent pas tout le royaume, mais elles ne sont pas moins intéressantes à cause des peuples qui verront enfin le poids des impôts actuels également réparti sur les biens & les personnes de tous les citoyens indistinctement.

M. de Cernon a repris la motion qu'il avoit faite, il y a quelques jours, sur les impositions de la province du Champagne; il a dit que l'assemblée, par son décret du 28 novembre, avoit ordonné que les ci-devant privilégiés seroient imposés pour les six derniers mois de 1789 & pour 1790, à raison de leurs biens dans le lieu de leur situation; que par ce décret on attribuerait un privilège aux ci-devant non-priviliés; qu'il falloit établir pour les uns & les autres, une taxe uniforme dans son assiette & dans sa perception.

La question préalable a été demandée par M. de la Jacqueminière; ses motifs étoient pris de ce que cette mo-

Tom. VI.

Q

tion avoit été rejetée par les décrets des 25 septembre & 28 novembre dernier, & que l'assemblée ne pouvoit pas être versatile dans ses décisions.

Suivant M. Chassei, chacun des contribuables pouvoit, conformément à la déclaration de 1728, se faire imposer au seul lieu de son domicile, en faisant les significations ordonnées, & qu'il ne falloit pas préjudicier à cette faculté accordée par la loi.

M. Broustaret vouloit étendre expressément les impositions aux dîmes, champarts, &c.

M. la Poule demandoit que le décret fût rendu commun à toutes les provinces où la taille est personnelle, & dans lesquelles les départemens ne seroient pas encore formés.

Ce dernier amendement est le seul qui ait été admis; MM. Biofat, Dubois de Crancé, l'abbé Mauri, Creniève, Malais & Crillon ont parlé diversement sur cette motion.

On est allé aux voix, & le décret suivant a été rendu.
 » L'assemblée nationale décrète que tous les taillables de la province de Champagne, où les rôles ne sont pas faits, seront assujettis pour l'année 1790, aux mêmes formes & aux mêmes modes de répartition qu'elle a fixés pour les ci-devant privilégiés, par son décret du 28 novembre dernier, concernant l'imposition à asséoir au lieu de la situation des biens.

» Décrète en outre que cette disposition aura lieu pour toutes les provinces de taille personnelle & mixte, où les départemens ne sont pas encore faits.»

» Ordonne que le président se retirera devers le roi, pour demander sa sanction.

Les députés des colonies ont demandé la parole pour le rapport des subsistances de Saint-Domingue, qui a été renvoyé à la séance de mardi soir.

M. de Virieux ayant fait la lecture des dons patriotiques.

riques , M. Destourmel a fait revivre sa motion d'employer les fonds de cette caisse inactive à payer tous les arrérages de rentes au-dessous de cinquante livres. M. d'Ailli croyoit plus utile d'employer ces sommes à l'achat & amortissement des papiers royaux depuis long-temps décriés.

M. Destourmel s'est rangé à cet avis , mais il n'a été pris aucune délibération sur cet objet , qui étant le fruit du patriotisme le plus pur , doit avoir une destination digne de son origine.

On a rendu ensuite le décret suivant , concernant le Dauphiné.

» L'assemblée nationale reconnoissant la nécessité de pourvoir à la répartition & perception des impositions pour l'année 1790, ainsi qu'à l'administration dans la province de Dauphiné , elle a décrété ce qui suit :

1^{re}. Les membres de la commission intermédiaire des états de la province , rempliront toutes les fonctions attribuées auxdits états , jusqu'à ce que les assemblées administratives aient été formées en Dauphiné , suivant le plan fixé par la constitution : leur donnant à cet effet tous pouvoirs nécessaires.

» 2^o. Ladite commission intermédiaire fera procéder par les communautés de ladite province , à la répartition supplétive sur les ci-devant privilégiés , des impositions ordinaires & directes , autres que les vingtièmes , pour les derniers six mois de 1789 , de la manière & avec la destination prescrites par les articles II & III du décret du 25 septembre dernier.

» 3^o. Ladite commission procédera d'ailleurs selon les formes accoutumées en ladite province , à l'assiette & département des impositions ordinaires & directes de 1790 , sur le même pied qu'elles ont été fixées pour 1789 ; &

lesdites impositions seront réparties conformément aux articles IV & V du décret ci-dessus énoncé ; elles le feront, ainsi que l'imposition supplétive pour les derniers six mois de 1789 ; savoir , les impositions réelles par un seul & même rôle , & les impositions personnelles pareillement par un autre seul & même rôle. »

Séance d'hier.

Il paroît toujours des renonciations aux anciens privilèges. Tel est l'objet d'une adresse envoyée de Nègre-Pélisse en Querci. Un grand nombre de villes & bourgs réclament des justices royales, ou des départemens, ou des districts : telles sont celles de Lunel, Martigues, Gravelines, Bugné, Briennon-l'Archevêque, la communauté de Redon, la communauté de Laroque, de Saint-Laurent, Carnol, Saint-Michel du Izet près Bagnols, d'Ar-lant en Auvergne, de Verdun-sur-Garons, & Beziers. Cette dernière ville réclame un département, à cause de sa situation, de sa population, de sa contribution, & de ses anciens établissemens.

La communauté d'Ethevaux en Bourgogne fait un don patriotique de deux mille livres, à prendre sur le produit de la vente d'un quart de réserve de ses bois ; mais cette demande, ainsi que celles de Campan, Pressigni, & autres de cette nature, ont été renvoyées au comité des domaines.

La ville de Beaune fait serment de faire exécuter les décrets de l'assemblée. Seize bourgs, paroisses & communautés dépendantes de la sénéchaussée de Saint-Sever en Guienne, & de la ville de Montcontour, adhèrent à la délibération de la ville de Rennes contre la chambre des vacations.

La génération nouvelle donne des grandes espérances pour la conservation de la constitution ; les jeunes citoyens réunis de la ville de Guerande , en Bretagne , ont envoyé une délibération très-énergique d'adhésion & de reconnaissance.

La ville de Bugne en Périgord adhère à la contribution patriotique ; celle d'Aubénas , à la division du Languedoc en divers départemens ; enfin , il a été fait mention des adresses de Montrejeau , d'Hérifson , & des officiers municipaux & garde nationale de Saint-Omer.

Les républiques ne doivent pas voir , sans intérêt , la révolution qui doit détruire de proche en proche tous les gouvernemens absolus. Celle de Genève vient de témoigner ses sentimens à l'Assemblée nationale par un don considérable qu'elle offre à la France , & qui a été annoncé à l'Assemblée par une lettre de M. Necker , à laquelle étoit jointe celle de M. Tronchin. Voici ces deux lettres :

Monsieur le Président ,

Monsieur Tronchin , ministre de la république de Genève , vient de me remettre une lettre qui méritera , je l'espère , l'intérêt & la faveur de l'Assemblée nationale ; je vous prie de lui en donner connoissance. J'ai l'honneur d'être , &c.

Signé NECKER.

Lettre de M. Tronchin à M. Necker.

MONSIEUR ,

Dès que sur la proposition de votre excellence , l'Assemblée nationale eût décrété une contribution patriotique , elle fut , en général , envisagée dans notre ville , comme un moyen unique & précieux à saisir , pour manifester notre dévouement à la gloire & à la prospérité d'un roi

bienfaisant & d'une nation généreuse , qui ont donné dans tous les temps à cette république des marques d'intérêt & de bienveillance.

« Divers particuliers s'étant réunis à cet effet , c'est en qualité de membres du comité qu'ils ont choisis pour seconder leurs intentions , que nous avons l'honneur d'informar votre excellence qu'ils sont en état d'offrir , pour le présent , la somme de 900 mille livres de France , laquelle Messieurs Rillier & compagnie seroient chargés de faire entrer , en deux termes , au trésor royal , aux époques auxquelles se payeroient les sémestres des rentes viagères de la présente année 1789.

« Nous aurions craint d'offrir ce foible tribut de notre zèle & de notre respect , si nous n'étions persuadés que vous réussirez , Monsieur , à le rendre agréable.

« La liste des souscriptions que nous ne tarderons pas d'envoyer à votre excellence , auroit été plus nombreuse , & la somme plus considérable , si des circonstances fâcheuses n'y avoient pas mis des obstacles.

« De grandes pertes essuyées depuis quelques années par les particuliers & le commerce , la langueur des fabriques , la rareté extrême du numéraire , le discrédit qui en résulte , & de plus dans ce moment la cherté du bled , qui se vend sur notre marché , au prix de 60 liv. le septier de Paris , sont les causes qui ont inévitablement affoibli le succès de cette souscription , à laquelle d'ailleurs quelques-uns de nos compatriotes qui passent une partie de l'année à Paris , ou qui ont des établissemens dans le royaume , ont préféré de satisfaire directement.

» Tous ceux au nom desquels nous avons l'honneur de présenter cette offrande , se flattent , Monsieur , qu'elle

obtiendra votre approbation, & vous prie de faire en sorte que sa majesté & l'assemblée nationale daignent l'agréer comme une expression de leur gratitude & de leur respectueux dévouement.

» Concourir selon leurs moyens au succès de vos nobles travaux, leur a paru le plus pur hommage qu'ils pussent vous rendre.

» Nous nous trouvons heureux d'être auprès de votre excellence les interprètes de leurs sentimens, d'avoir aussi l'occasion d'y joindre l'assurance de l'admiration & du respect, avec lesquels nous sommes, monsieur, de votre excellence, les très-humbles, &c. *Signés* Rillior, Fatir, Cullin, de Fournel, Tullin, François Soutles, Claparede, Cayla, Billiet, J. Dejean, RR. Bontems, J. Diodati, M. Lullin, Jac. Auxodier.

Après de vifs applaudissemens, un membre a proposé de répondre à M. Tronchin & à M. Necker.

Un autre a dit, que si les Genevois offroient ce don comme françois, il convenoit de l'accepter; mais que, si c'est comme étrangers, il ne convient point à la dignité de l'assemblée nationale de le recevoir. » Le gouvernement de Geneve, tel qu'il est, a-t-il dit, ne sera pas vraisemblablement garanti par la nation dans la forme & aux conditions souscrites en 1784 par le gouvernement. »

Un troisième a répliqué qu'il ne convenoit pas de demander aux Genevois s'ils sont François; qu'il étoit reconnu que cette république est indépendante, à la vérité sous la protection de la France.

L'ordre du jour ayant été réclamé pour les finances, la question a été ajournée.

M. de Vrigni, après avoir comparé ce que M. Necker disoit dans son discours à l'ouverture de l'assemblée na-

nale, concernant la dette publique & l'état des finances, & ce que le même ministre avoit dit dans ses différens ouvrages sur l'administration, pensoit que les pertes imprévues que le trésor public avoit faites pendant la révolution, étoient surpassées de beaucoup par les dons patriotiques, l'impôt du quart des revenus, & l'imposition sur les propriétés franches & privilégiées. C'est d'après cette idée que M. de Vrigni pensoit qu'il étoit de la prudence de l'assemblée de voir le plan général des finances que le ministre nous a annoncé, & qui soit le moins onéreux aux peuples, & le plus convenable à la situation présente de la France. Comme il ne s'agit que de pourvoir aux besoins urgens, cette motion n'a pas été suivie.

M. de Montesquieu a pris la parole; il a d'abord remercié le comité de ce qu'il avoit pensé qu'on ne pouvoit déposer la fortune de l'état dans des mains particulières, & de faire dépendre le sort de l'empire, de la sagesse ou de la fausseté de leurs mesures; après avoir proposé de créer 350 millions d'obligations nationales, payables dans sept ans, il a fait un parallèle de ce papier avec celui proposé par les commissaires. » Il aura, a-t-il dit, une valeur numéraire & les avantages du placement d'argent ».

Il proposoit de faire des billets de 100 livres pour 12 millions, & de leur assigner pour hypothèque seule les biens du domaine déchu de son ancienne inaliénabilité.

M. de Montesquieu a lu ensuite un projet de décret dont nous rendrons compte, ainsi que de son opinion sur les biens du clergé.

Quelques membres ayant demandé l'impression du discours de M. de Montesquieu, ou du projet de décret qu'il

a proposé , de très-forts murmures se sont élevés contre cette proposition , comme il étoit déjà arrivé à la lecture de certaines parties du discours , & la demande tendante à imprimer , n'a pas eu de suite.

M. Regnaud a proposé de ne plus entendre aucun plan nouveau , jusqu'à ce que celui du comité des finances ait été accepté ou rejeté , & de n'écouter que ceux qui voudront y proposer des amendemens , & que l'assemblée ne se séparera pas dans la séance demain de sans avoir statué quelque chose sur les finances.

M. Madier de Montjaud a demandé que l'assemblée s'occupât , toute affaire & tout ordre particulier du jour cessant , du plan proposé par le comité des finances , & que l'assemblée ne se sépare pas sans avoir pris demain au plus tard une délibération sur le projet de son comité & une détermination sur les finances ; qu'à cet effet , on fera demain samedi à neuf heures du matin en place , & qu'on ne lira le procès-verbal qu'à la fin de la séance.

Telle avoit été , dès le 4 décembre , la motion de M. Deymar : elle étoit si sage & si nécessaire dans les circonstances du moment , qu'elle a été décrétée malgré la division réclamée par M. de Casalès.]

M. Treilhard , accoutumé à porter ses vues sur l'administration du clergé , disoit que l'assemblée pouvoit aliéner pour quatre cents millions de biens ecclésiastiques , sans diminuer les revenus ni les ressources nécessaires à l'entretien du culte , ni à la sûreté des créanciers. « Vous ne pouvez trop vous hâter , disoit-il , de prendre l'administration des biens du clergé pour son propre intérêt , & sur-tout pour celui des titulaires actuels qui méritent toute la faveur possible.

M. Treilhard a indiqué pour objets d'aliénation les em-

placemens des maisons religieuses dans les villes, & qui seront inutiles ou supprimées; il évaluoit les emplacements de Paris à plus de 150 millions.... Il a proposé à ce sujet quelques articles dont on a ordonné l'impression & l'ajournement à mardi.

M. de la Rochefoucault a débuté par cette grande maxime : « il n'y a point de confiance sans ordre & sans gage. »

Il examinoit ensuite le plan proposé par la minorité du comité, que nous donnerons ci-après; il lui trouvoit un vice essentiel, celui de déclarer une chose déjà connue, que le clergé n'est plus un ordre, & de ressusciter l'ordre du clergé en rendant son administration commune. « Je n'examine pas, a-t-il dit, la motion de M. Treilhارد; le décret du 2 novembre permet la disposition des biens du clergé; quand vous prendrez l'administration de ces biens, vous ferez sans doute ce que la justice réclame pour la jouissance des titulaires actuels, pour la subsistance des religieux libres, ou demeurant dans le cloître. Il appartient à une grande nation qui se régénère, de ne jamais s'écarter des règles de la justice, & d'agir favorablement envers ceux qui souffrent des loix nouvelles; ce qui est juste, est encore politique; il faut attacher les citoyens à la révolution, & qu'elle mécontente le moins de citoyens possible. »

Cette opinion a été entendue avec plaisir.

M. de la Rochefoucault pensoit encore, qu'on pouvoit avoir un plan de comptabilité sans s'assujettir à une banque; cela ne l'a pas empêché de donner des éloges aux élémens du plan de M. de la Borde. Il a fini par proposer deux amendemens au plan du comité; le premier, de n'aliéner que pour 200 millions, moyen qui favoriseroit la vente dans les deux premières années; cette restriction a l'avantage de

diminuer l'étendue de l'opération, de jeter dans le public un plus petit nombre d'effets.

Le second consistoit à donner une hypothèque spéciale sur telle partie de biens qui seroit mise en vente, au lieu d'une hypothèque vague & générale. Cette forme qui appartient à un homme célèbre, (M. de Condorcet) est énoncée dans un plan d'emprunt que le public a déjà si bien accueilli.

Quant aux biens ecclésiastiques à aliéner, M. de la Rochefoucault désignoit ceux qui sont aux économats ; & à l'égard des domaines, il proposoit de vendre les parties de bois au-dessous de 400 arpens, dont l'administration est plus dispendieuse que profitable ; ce plan avoit été proposé à l'assemblée des notables de 1787.

M. de la Rochefoucault a présenté quelques articles relatifs à ces amendemens ; & comme il a attaqué le plan de la minorité du comité, nous allons le faire connoître, ainsi que nous l'avons annoncé ; le voici :

ARTICLE PREMIER.

Le clergé est & demeurera déchu à perpétuité du droit de former un ordre dans l'état. Il ne sera plus regardé comme un corps particulier, & en conséquence toute administration commune du clergé, tant générale que spéciale dans chaque diocèse, est & sera pour toujours abolie.

ART. II.

Il sera payé au trésor de l'état, sur le produit des biens du clergé, qui seront destinés à cet effet ou qui seront aliénés, une somme de quatre cents millions de livres, savoir cent millions au moins dans le courant de l'année 1790, cent millions dans le courant de 1791, cent millions dans le courant de 1792, & cent autres millions dans le courant de 1793 ; lesdites sommes seront reçues & versées

dans le trésor public par les assemblées du département, dans le ressort desquelles les ventes auront été faites.

A R T. I I I.

Ces diverses sommes seront fournies en argent , ou en effets, que l'assemblée nationale indiquera comme pouvant être reçus pour comptant, des acquéreurs desdits biens.

A R T. I V.

Il sera formé sur le champ un comité de douze personnes, composé principalement de membres ecclésiastiques, lequel sera tenu de désigner à l'assemblée nationale dans le délai de six semaines, pour 400 millions de biens ou valeur appartenant au clergé, dont elle ordonnera la vente ; & ces ventes cesseront lorsque les quatre cents millions seront réalisés.

A R T. V.

L'état des biens du clergé désignés pour être vendus, sera imprimé, & rendu public dans tout le royaume.

A R T. V I.

La vente en sera décrétée, pour être commencée le premier juin 1790, au plus offrant & dernier enchérisseur, sous la surveillance des assemblées de département, ou de leurs directoires, & en présence des commissaires ecclésiastiques qui seront nommés à cet effet.

A R T. V I I.

Le comité ci-dessus désigné présentera en même temps à l'assemblée nationale un projet de règlement relatif aux ventes qui seront ordonnées.

A R T. V I I I.

La nation se charge d'acquitter tant la dette générale du

clergé que les dettes des diocèses; en conséquence, les ci-devant agens du clergé en remettront l'état en bonne forme à l'assemblée nationale, dans le courant de janvier prochain; mais la nation n'en payera l'intérêt qu'à compter du jour de la cessation des privilèges pécuniaires.

A R T. I X.

Moyennant les dispositions ci-dessus énoncées, les paroisses qui voudront se libérer de la redevance de la dîme, auront le droit de rachat, conformément au décret du 4 août dernier; & en attendant le rachat, la dîme continuera d'être perçue comme par le passé.

A R T. X.

En conséquence, l'assemblée nationale confirme aux bénéfices & établissemens ecclésiastiques la possession des biens actuellement attribués; se réservant néanmoins d'en surveiller l'emploi, & de régler les suppressions que la nation jugera nécessaires.

Nous allons reprendre la suite des débats sur le plan du comité des finances & de celui de M. de Montesquiou.

» Ce dernier propose, a dit M. Dupont de Nemours, de mettre l'état en faillite, pour que la caisse d'escompte n'y soit pas, & par sa proposition il n'empêchera pas celle-ci d'y être; car celle-ci ne pourroit pas payer avec les obligations nationales que le gouvernement lui donneroit.

» Pour éviter que l'on ait aussi, pendant six mois, un papier demi-monnoie, il propose d'établir du papier qui seroit complètement monnoie pendant sept ans, par lequel l'état se trouveroit dans le malheur que repousse votre loyaute; il veut nous guérir de la peur par la mort.»

M. Roederer regardoit les différens plans comme des attermoyemens. Il trouvoit inutile, & peut-être avec

raison, d'engager 400 millions de biens, tandis que les besoins ne se portoient que de 170 à 180 millions.

Voici les articles qu'il a proposés.

« 1°. Décréter l'aliénation de 170 à 180 millions, tant des biens du domaine que des biens ecclésiastiques maintenant tombés aux économats.

» 2°. La vente de ces biens se faire en trois années à des époques déterminées, & devant les assemblées de district.

» 3°. Que le tableau des biens & du lieu de leurs situations sera incessamment arrêté & imprimé, pour être adressé à tous les corps administratifs, dans les provinces, dès qu'ils seront formés.

» 4°. Qu'il sera fabriqué des billets, portant hypothèque spéciale, sur telle partie de biens, situés dans telle paroisse, & générale sur les fonds du royaume; ces billets porteront intérêt à 5 pour cent.

» 5°. Que les fonds provenant de la vente des biens aliénés seront versés, ainsi que la contribution patriotique, dans une caisse extraordinaire, qui fera à la disposition de l'assemblée nationale.

» 6°. Les billets d'hypothèque pourront être échangés contre toute espèce de titre de créance sur l'état, en dettes exigibles, arriérées ou suspendues, portant intérêt. »

M. l'abbé Mauri a dit ensuite que le ministre avoit emprunté 60 millions à la caisse d'escompte sans consulter l'assemblée, & que la nation étant assemblée, elle avoit le droit d'être consultée quand on lui imposoit une pareille charge, sur-tout quand un emprunt aussi considérable étoit fait à un si court délai, celui de six semaines. Il demandoit, en conséquence, que l'état de dépense fût imprimé

dans le jour. Cette demande étoit juste, mais elle n'a pu tenir contre l'écueil de la question préalable.

La séance d'aujourd'hui fera entièrement consacrée à cet objet.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal, N^{os} 7 & 8, & chez les principaux Libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.

En el año de mil ochocientos y tres
el día de mayo a los diez y siete
en la ciudad de Madrid a las once de la mañana
se celebró en el Ayuntamiento de esta ciudad
una sesión pública de la Corporación Municipal
para deliberar sobre el expediente que se le
había presentado por el Sr. D. Juan de
Caceres, conde de San Juan de los Rios,
con motivo de haber solicitado el
derecho de vecindad en esta ciudad de Madrid
para sí y para sus herederos y sucesores
en la finca que posee en el barrio de San
Juan de los Rios, y para que se le
concediese el mismo derecho de vecindad
que goza el Sr. D. Juan de Caceres, conde
de San Juan de los Rios, en la finca que
posee en el barrio de San Juan de los Rios.

En consecuencia de lo que se acordó en la
sesión pública de la Corporación Municipal
de esta ciudad de Madrid, celebrada el día
de mayo a los diez y siete del año de mil
ochocientos y tres, se acordó que se le
concediese el derecho de vecindad que
goza el Sr. D. Juan de Caceres, conde de
San Juan de los Rios, en la finca que
posee en el barrio de San Juan de los Rios.

En consecuencia de lo que se acordó en la
sesión pública de la Corporación Municipal
de esta ciudad de Madrid, celebrada el día
de mayo a los diez y siete del año de mil
ochocientos y tres, se acordó que se le
concediese el derecho de vecindad que
goza el Sr. D. Juan de Caceres, conde de
San Juan de los Rios, en la finca que
posee en el barrio de San Juan de los Rios.

En consecuencia de lo que se acordó en la
sesión pública de la Corporación Municipal
de esta ciudad de Madrid, celebrada el día
de mayo a los diez y siete del año de mil
ochocientos y tres, se acordó que se le
concediese el derecho de vecindad que
goza el Sr. D. Juan de Caceres, conde de
San Juan de los Rios, en la finca que
posee en el barrio de San Juan de los Rios.

En consecuencia de lo que se acordó en la
sesión pública de la Corporación Municipal
de esta ciudad de Madrid, celebrada el día
de mayo a los diez y siete del año de mil
ochocientos y tres, se acordó que se le
concediese el derecho de vecindad que
goza el Sr. D. Juan de Caceres, conde de
San Juan de los Rios, en la finca que
posee en el barrio de San Juan de los Rios.

En consecuencia de lo que se acordó en la
sesión pública de la Corporación Municipal
de esta ciudad de Madrid, celebrada el día
de mayo a los diez y siete del año de mil
ochocientos y tres, se acordó que se le
concediese el derecho de vecindad que
goza el Sr. D. Juan de Caceres, conde de
San Juan de los Rios, en la finca que
posee en el barrio de San Juan de los Rios.

En consecuencia de lo que se acordó en la
sesión pública de la Corporación Municipal
de esta ciudad de Madrid, celebrada el día
de mayo a los diez y siete del año de mil
ochocientos y tres, se acordó que se le
concediese el derecho de vecindad que
goza el Sr. D. Juan de Caceres, conde de
San Juan de los Rios, en la finca que
posee en el barrio de San Juan de los Rios.

En consecuencia de lo que se acordó en la
sesión pública de la Corporación Municipal
de esta ciudad de Madrid, celebrada el día
de mayo a los diez y siete del año de mil
ochocientos y tres, se acordó que se le
concediese el derecho de vecindad que
goza el Sr. D. Juan de Caceres, conde de
San Juan de los Rios, en la finca que
posee en el barrio de San Juan de los Rios.

R

U

a f
I
favo
mar
tifs
Pine
toit
libr
nati

C
de
plic
affe
plus
pou
patr